



## ARRÊTÉ AB\_690\_2024

**Objet : Travaux de raccordement de la propriété M. et Mme Segir sur regard existant des eaux usées - allée des Poiriers Maude**

Monsieur le Maire de Bonneville

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212 — 1 et suivants ainsi que les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** le Code de la Voirie Routière ;

**VU** la demande formulée par l'entreprise Maulet Pasqualin mandatée par la REFG en date du 23 septembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'autoriser l'entreprise Maulet Pasqualin à occuper le domaine public allée des Poiriers Maude pour les travaux de raccordement de la propriété M. et Mme Segir sur regard existant des eaux usées ;

**CONSIDÉRANT** que, pour des raisons de sécurité, il convient de réglementer la circulation automobile et piétonne au droit du chantier d'intervention.

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Du mercredi 25 septembre 2024 à 7h30 au vendredi 11 octobre 2024 à 17h00 (5 jours sur cette période), l'entreprise Maulet Pasqualin sera autorisée à occuper le domaine public, allée des Poiriers Maude, pour les travaux de raccordement de la propriété de M. et Mme Segir sur regard existant des eaux usées.

**ARTICLE 2 :** Pour le bon déroulement du chantier, la circulation au droit du chantier se fera en chaussée rétrécie avec alternat manuel (panneaux B15/C18). Toutes les dispositions devront être prises afin de garantir le passage des véhicules de secours et transports exceptionnels avec repli si nécessaire. Le dépassement sera interdit et la vitesse limitée à 30km/h au droit du chantier.

**ARTICLE 3 :** L'entreprise en charge des travaux sera également autorisée à installer une banne sur le domaine public.

Charge à l'entreprise de baliser la zone d'occupation.

**ARTICLE 4 :** Un cheminement piéton et cycle sécurisé devra être maintenu et garanti au droit du chantier et sur la durée du présent arrêté.

**ARTICLE 5 :** Cette prescription sera matérialisée par la pose d'une signalisation réglementaire à la charge du pétitionnaire qui sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du défaut ou de l'insuffisance de la protection et de la signalisation du chantier.

**ARTICLE 6 :** Les dispositions définies par les articles ci-dessus prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**ARTICLE 7 :** Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Durant toute la durée du chantier et notamment à l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois et de procéder à la remise en état du domaine public.

A défaut par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, les travaux seront effectués d'office par la Commune aux frais exclusifs des contrevenants après mise en demeure restée sans effet.

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. L'autorité compétente peut également être saisie d'un recours gracieux qui prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés, publié au recueil des actes administratifs et copie sera adressée à :

- Monsieur VALLI, Président de la Communauté de Commune Faucigny Glières ;
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie ;
- Monsieur le Commandant du Corps des Sapeurs-Pompiers ;
- Services municipaux ;
- Entreprise Maulet Pascqualin ;

Fait à Bonneville, le 24/09/2024

Le Maire  
Stéphane VALLI

